

**BRIEFING DE S.E.M. L'AMBASSADEUR ALBERT SHINGIRO, MINISTRE DES
AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT AU CORPS
DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE ET AUX REPRESENTANTS DES ORGANISATIONS
INTERNATIONALES ET REGIONALES**

(Bujumbura, le 19 novembre 2024)

- **Excellence Monsieur le Doyen du Corps diplomatique ;**
- **Excellences Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique et consulaire; Résidents et non-résidents,**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations internationales et régionales ;**
- **Mesdames et Messieurs les hauts cadres du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement;**
- **Distingués invités, Mesdames et Messieurs, tout protocole observé,**

1) Permettez-moi, à l'entame de mon propos, de vous remercier tous pour avoir pu dégager un peu de votre temps précieux afin de prendre part à cette rencontre semestrielle d'information et d'échange que nous organisons régulièrement à l'intention du corps diplomatique dans ses différentes composantes,

2) C'est pour nous une activité importante car elle nous met en position d'échange amical et sincère dans un esprit de confiance et de respect mutuel, mais c'est aussi une occasion de concertation en vue d'améliorer encore et toujours le résultat de nos efforts conjugués pour renforcer les partenariats solides et mutuellement avantageux que nous nous sommes librement convenus d'atteindre avec vos pays et organisations respectives. Je souhaite par conséquent un dialogue interactif pour que tout le monde sorte de ce briefing édifié et suffisamment informé. Je sais que vous êtes toujours à la quête des informations utiles à travers plusieurs sources, mais d'un autre côté, une information de première main, provenant des sources autorisées, est toujours nécessaire en complément à ce que vous tirez d'autres sources, que celles-ci soient publique ou privée.

3) Qu'il me soit permis, avant d'entrer dans le vif du sujet, de féliciter de nouveau et souhaiter une chaleureuse bienvenue dans ce club d'amitié à tous les nouveaux membres du corps diplomatique qui ont été accrédités au Burundi après notre dernière rencontre dans ce cadre. Je vous réitère mes vœux de plein succès dans vos missions respectives au Burundi ainsi que notre plein soutien et entière coopération à tous les niveaux.

4) Au cours de cette séance, je ferai un tour d'horizon dans les priorités absolues du Gouvernement et la situation générale dans le pays. Je vous parlerai ensuite brièvement de la situation dans la région et aborderai enfin la position du Burundi sur les défis et les enjeux globaux auxquels le monde est confronté actuellement.

5) Excellences, Mesdames et Messieurs, Distingués participants, en matière de paix et de sécurité, conditions sine qua non à tout développement socio-économique, le Burundi est aujourd'hui un pays calme et paisible. La sécurité règne sur tout le territoire national. De Nord au Sud, de l'Ouest à l'Est en passant par le Centre, les Burundais et les étrangers résidant au Burundi vaquent à leurs activités normalement en toute quiétude. Vous êtes donc aujourd'hui dans un pays calme, stable et réconcilié, ce qui vous donne un environnement propice à la réalisation de vos missions respectives chez nous.

6) Au niveau politique, tout le monde sait que le Burundi est sur une pente évolutive dans ses efforts visant de faire de notre pays un havre de paix, un univers de stabilité, un îlot de développement et un oasis de démocratie où tous les burundais s'abreuvent des valeurs démocratiques au quotidien. La culture démocratique est déjà encrée dans les habitudes des Burundais et ne cesse de se renforcer davantage au fur des ans.

Le respect des principes démocratiques est devenu une réalité garantie non seulement par la loi relative à l'organisation et au fonctionnement des partis politiques mais également par la Constitution de la République du Burundi. La liberté d'expression, de réunion, d'association, de même que le droit de fonder des associations ou organisations conformément à la Loi font parties des droits

fondamentaux de l'individu et du citoyen au Burundi et sont garantis par les articles 31 et 32 de la Constitution du Burundi.

- 7)** Comme vous le savez, aujourd'hui le Burundi se prépare dans le calme et sérénité aux élections législatives de 2025 qui seront suivies deux ans plus tard par les élections présidentielles en 2027. Tout sera fait pour offrir aux Burundais et à la communauté internationale des élections libres, justes, transparentes, démocratiques, inclusives et apaisées. Selon nos projections la fièvre électorale ne devrait pas dépasser 39 degrés Celsius car la cohabitation et la tolérance politique entre les partis politiques est une réalité au Burundi.
- 8) Excellences, Mesdames, Messieurs, distingués participants,** la démocratie et la bonne gouvernance vont de pair et liées comme l'arbre et l'écorce. Dans un pays qui a connu un passé douloureux comme le nôtre pendant plusieurs décennies, il ne peut y avoir de bonne gouvernance sans le changement radical de mentalité et de comportement. Et comme l'a si bien dit Mahatma Gandhi de son vivant dans sa célèbre citation, je cite « **soyez vous-même le changement que vous voudriez voir dans le monde** » fin de citation. Dans la logique de cette citation inspirante, S.E le Président de la République ne cesse d'appeler au changement de mentalités et de comportement afin de promouvoir l'écoute, aplanir le fossé qui se trouve entre les dirigeants et les citoyens de manière à connaître leurs besoins et à travailler ensemble pour le développement de tous et par tous avec comme cheval de bataille la promotion de la bonne gouvernance à travers la lutte acharnée contre la corruption et tous les phénomènes connexes.
- 9)** Nous croyons profondément qu'une fois encrée dans nos habitudes, la bonne gouvernance peut assurer une paix durable en s'attachant à régler les causes profondes des conflits et paradoxes et en veillant à ce que tous les citoyens de ce beau pays se sentent équitablement représentés dans leurs besoins et dans leurs intérêts. Comme disait Winston Churchill de son vivant, je cite « **Le succès consiste à passer d'un échec à un autre sans perdre d'enthousiasme** » fin de citation. Oui, la promotion de la bonne gouvernance est un combat de longue

haleine que nous sommes appelés à gagner sans perdre d'enthousiasme si on veut réellement atteindre les objectifs de notre vision 2040, 2060.

10) Excellences Mesdames, Messieurs, Distingués participants, le principal corollaire à la bonne gouvernance est bel et bien **l'organisation et le fonctionnement de la justice**. Dans ce secteur, le Gouvernement fournit beaucoup d'efforts pour rapprocher le service judiciaire des citoyens par le biais de l'instauration de la justice de proximité et assurer l'égalité de tous les citoyens devant la loi, l'accès à la justice pour tous, la neutralité des juges, le principe du contradictoire et la présomption d'innocence. Les magistrats corrompus ont été sérieusement punis, voire radiés de leur métier pour corruption avérée. Parlant de la justice, je ne saurais passer sous silence la récente annonce du Président de la République de libérer 5442 prisonniers accusés de crimes mineurs, soit 41% de toute la population carcérale. Ce pardon rentre dans le cadre de la campagne de désengorgement des prisons et la volonté manifeste du Chef de l'Etat d'assainir le système judiciaire, pilier de tout développement et fondement de la promotion des droits humains.

11) Excellences, Mesdames et Messieurs, passons maintenant **au secteur agricole** qui constitue une des priorités phares du Gouvernement du Burundi à tous les niveaux. Nous sommes en train de rendre à l'agriculture sa place, son rang et sa valeur. En tant que base de subsistance et principale source de revenus de la plupart des ménages, l'agriculture attire une attention particulière dans le pays. L'objectif poursuivi actuellement par le Gouvernement est de développer une agriculture créatrice de richesse et garantissant la sécurité et la souveraineté alimentaire. Le Burundi a besoin, à l'étape où nous sommes, d'une agriculture et d'un secteur agro-alimentaire qui soient des vecteurs de création d'emplois et de richesses, d'attractivité pour les investisseurs et qui se développent dans le respect des normes écologiques.

12) Toutes ces ambitions, ainsi que celles que je ne précise pas ici, émanent de la Vision Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060. La vision dans notre entendement étant une motivation, une inspiration, une orientation. C'est

une projection du futur qui encourage à se surpasser pour atteindre des objectifs ambitieux à long terme.

13) C'est dans cette conviction que le Gouvernement du Burundi s'engage dans une transformation ambitieuse visant à bâtir un avenir où chaque citoyen vit dans la dignité, avec une économie florissante, soutenue par des secteurs clés tels que l'agroalimentaire, l'industrie à haute valeur ajoutée et une exploitation minière responsable, le tout dans un cadre naturel préservé et un respect strict de l'équité et de l'inclusion.

14) Pour réaliser cette transformation, nous croyons fermement que le secteur privé joue un rôle déterminant. Les investisseurs nationaux et étrangers qui partagent notre vision de prospérité et de développement seront des partenaires essentiels dans cette dynamique. C'est pourquoi le Gouvernement du Burundi organise du **5 au 6 décembre 2024 à Bujumbura**, une Table ronde économique à l'intention des investisseurs nationaux et étrangers du secteur public et privé. Cette table ronde économique de deux jours à laquelle vous êtes tous conviés, est organisée sous le haut patronage de Son Excellence Monsieur le Président de la République. Elle offrira aux participants une plateforme unique pour :

- **Explorer des opportunités de croissance et d'investissement** dans des secteurs à fort potentiel, telles que les énergies renouvelables, les infrastructures, les technologies numériques, transport, équipement, mines, tourisme, santé, éducation et l'agriculture de transformation ;
- **Rencontrer des décideurs clés du gouvernement** burundais qui vous présenteront les réformes entreprises pour améliorer l'environnement des affaires, simplifier la fiscalité et renforcer la sécurité des investissements ;
- **Accéder à des incitations et des facilités attractives**, tels que des exonérations fiscales, des programmes de financement innovants et des mécanismes de garantie pour les investisseurs étrangers ;
- **Échanger avec des entrepreneurs locaux et étrangers** dans le cadre de sessions de networking exclusives favorisant la création de partenariats

stratégiques et de joint-ventures dans les secteurs porteurs de l'économie burundaise ;

- **Bénéficiaire d'une vision claire et actualisée des projets prioritaires** du gouvernement, notamment dans le cadre du Plan National de Développement (PND) révisé 2018-2027, aligné sur la Vision "Burundi Émergent 2040" et "Pays Développé 2060".

15) Votre participation personnelle à ce forum économique ainsi que les délégations du secteur public et privé en provenance de vos pays respectifs, vous donnera non seulement un aperçu des opportunités d'investissement au Burundi, mais également un accès privilégié à des projets transformateurs, en phase avec les enjeux de développement durable et de compétitivité économique.

16) **Excellences, Mesdames et Messieurs, au niveau régional**, le Burundi attache une grande importance aux **projets intégrateurs** dans les domaines prioritaires d'intérêt commun comme l'énergie, les infrastructures et le transport. Ce sont des projets qui désenclavent les pays tel que le Burundi ; lui permettant ainsi de développer plus aisément des échanges commerciaux avec d'autres pays et d'exporter à des coûts moins élevés. Le chemin de fer à écartement standard (SGR) qui reliera la Tanzanie, le Burundi et la RDC est l'un des projets phare à caractère régional. Ce chemin de fer qui reliera en même temps les deux océans, Atlantique et Indien va transformer le corridor de transport central en un corridor économique en améliorant les opportunités commerciales et manufacturières, ce qui va améliorer l'accessibilité et promouvoir des activités économiques entre les trois pays et au-delà. C'est pour mieux réussir cette **intégration régionale** dans laquelle nous plaçons beaucoup d'espoir que le Burundi vient d'abriter, le 31 octobre 2024, le 23 -ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe, COMESA au terme duquel le Président de la République a accédé à la présidence de cette organisation forte de 21 Etats membres, incluant l'Egypte et la Tunisie.

17) S'agissant des **questions de paix et de sécurité dans la région**, l'activisme des groupes armés, la menace terroriste et l'extrémisme violent se sont multipliés ces dernières années avec de plus en plus d'acuité et de ramifications. Face à ces menaces, le Burundi s'est engagé à renforcer sa collaboration avec d'autres nations pour prévenir et lutter contre les groupes armés, le terrorisme et l'extrémisme violent à travers sa contribution substantielle dans les opérations de la paix notamment en Somalie, en République Centrafricaine et à l'Est de la République Démocratique du Congo, afin d'accompagner ces pays frères dans leurs efforts légitimes de restaurer la paix et l'autorité de l'Etat sur l'ensemble de leurs territoires. Je saisis cette occasion pour réitérer l'attachement du Burundi aux processus de Nairobi et de Luanda, deux mécanismes de paix qui se complètent dans la recherche d'une paix durable dans la partie orientale de la RDC.

18) En ce qui concerne **la diplomatie multilatérale**, sous le leadership éclairé de Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE, le Burundi est de retour sur la scène internationale. Point n'est besoin de vous citer les différents sièges électifs qu'occupe actuellement le Burundi dans les organisations régionales et internationales notamment aux Nations Unies, à l'Union Africaine, et au sein des organisations régionales et sous régionales. Tout cela constitue un indicateur du dynamisme du Burundi sur la scène régionale et internationale et sa totale implication dans la recherche des solutions communes aux défis qu'affronte le monde actuel.

19) **Excellences, Mesdames et Messieurs, Distingués participants**, au niveau global, le monde que nous vivons aujourd'hui a plus que jamais besoin d'une **approche consensuelle pour faire face aux défis majeurs** comme les conflits qui continuent de faire rage, les catastrophes naturelles dues en grande partie aux changements climatiques qui s'aggravent, la pauvreté et les inégalités de tous genres, les dissensions qui divisent le monde, l'esprit de compromis qui s'effrite, la solidarité internationale en perte de vitesse et la diplomatie des muscles qui tendent à supplanter le dialogue et la coopération dans certaines régions du monde.

20) Mon pays reste profondément attaché au règlement pacifique des conflits par la voie du dialogue, de la coopération, de la concertation et de la négociation. Mon pays profite de nouveau de cette séance pour lancer un appel à privilégier les outils de la résolution pacifique des différends que la diplomatie préventive met à notre disposition.

21) **Excellences Mesdames, Messieurs, distingués participants**, bâtir notre avenir commun, c'est aussi prendre soin de notre planète face aux ravages du réchauffement climatique. La crise climatique pose une menace existentielle à toute vie humaine et ne peut être résolue que si la communauté internationale travaille ensemble pour mettre fin au réchauffement accéléré de la planète. Il nous faut renforcer le sens de notre identité commune face à ce problème et de l'exercer effectivement avec détermination. Mon pays se félicite des engagements déjà pris par les Etats, notamment à travers les différentes consultations internationales sur la question climatique. Nous espérons que des engagements concrets seront pris au terme de la COP29 en cours à Bakou à laquelle le Burundi participe activement pour y apporter sa contribution aux côtés d'autres Nations.

22) S'agissant **de la problématique des droits de l'homme**, le Burundi réaffirme son attachement à la promotion et à la protection des droits humains qui sont universels, indivisibles, interdépendants et intimement liés. Mon pays croit fermement que le traitement de la question des droits de l'homme doit être en parfait accord avec les principes d'impartialité, de non sélectivité, de non politisation et de rejet de la pratique de deux poids, deux mesures. Nous restons opposés aux mécanismes spéciaux à caractère politique sans aucune valeur ajoutée sur le plan du respect et du libre exercice de ces droits. Mon pays s'inscrit toujours en faux contre des résolutions politiquement motivées ciblant des Etats particuliers, sans aucune forme de dialogue constructif avec les pays concernés, tout en ignorant les violations massives des droits humains dans d'autres pays.

23) **Excellences Mesdames, Messieurs, distingués participants**, plus de deux décennies se sont déjà écoulées après le lancement du processus de négociations sur la **réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies sans résultats significatif. Tournant autour d'un même point comme une poulie**, il est regrettable que ces négociations n'aient toujours pas abouti au détriment du continent africain qui continue de subir l'injustice d'exclusion dans cet organe ; étant en effet le seul continent non représenté dans le groupe des membres permanents du Conseil de sécurité et sous-représenté dans la catégorie des membres non permanents. Cette injustice notoire contre 1.4 milliards d'africains est tout simplement inacceptable. Les pays qui soutiennent cette réforme au bout des lèvres devraient changer d'attitude en prenant une position sans équivoque pour contribuer à mettre fin à cette injustice inouïe contre l'Afrique, berceau de l'humanité.

24) **Excellences Mesdames, Messieurs, distingués participants**, avant de conclure mon propos, permettez-moi, **Excellences, Mesdames et Messieurs**, de vous réitérer mes sincères remerciements pour votre participation à notre rencontre aujourd'hui. Je ne doute pas de vous retrouver dans quelques jours à l'occasion de la Table ronde économique qui se tiendra du 5-6 décembre prochain. A ce stade ce n'est pas une simple invitation, il s'agit plutôt d'un rendez-vous à ne pas rater.

Je vous remercie de votre aimable attention.